

LE PILLAGE
DU PATRIMOINE CULTUREL
EN MOSELLE ANNEXÉE
(1940 -1944)



Der Reichsführer - 44
Reichskommissar für die Festigung
deutschen Volkstums
Der Generaltreuhänder
für die Sicherstellung der Kulturgüter
Zweigstelle Lothringen
Metz, Bibliothekstraße 2

LES EXPULSIONS

Après avoir annexé illégalement le département français de la Moselle en juillet 1940, l'Allemagne nazie expulse vers la France non occupée la partie de la population qu'elle considère comme « non assimilable » : Juifs, Tsiganes, Africains, membres des organisations patriotiques, francophiles notoires, certains prêtres et tous ceux que les nazis jugent « asociaux ». Ceci concerne, du 16 août au 18 septembre 1940, 23 000 personnes restées sur place auxquelles viennent s'ajouter 24 000 autres, évacuées en 1939 dans le Sud-Ouest de la France et refoulées par la police allemande alors qu'elles tentaient de rentrer chez elles. En prélude à l'intégration officielle de la Moselle dans le Gau Westmark le 30 novembre 1940, une seconde vague massive d'expulsion a lieu du 11 au 21 novembre 1940 et comprend surtout des Mosellans de langue française jugés non « germanisables », au nombre de 57 000 environ. Au total, plus de 100 000 personnes auront été concernées par ces mesures (1). Les expulsés sont obligés de laisser sur place presque tous leurs biens : ils ne sont autorisés à emporter que 50 kilos de bagages et 2000 francs, tout le reste étant mis sous séquestre par l'administration nazie qui peut soit l'utiliser à son profit, soit le vendre aux enchères. Une ordonnance du 13 juillet 1940 permet en effet de saisir en Moselle « au profit du Reich les biens des ennemis du peuple et du Reich allemand ».

LA SPOLIATION DES BIENS CULTURELS PAR L'ADMINISTRATION CIVILE

Parmi les innombrables biens mobiliers et immobiliers ainsi spoliés, une certaine quantité présente un caractère historique et culturel, depuis la demeure du XVIII^e siècle jusqu'au tableau de maître, en passant par les faïences et les meubles anciens. L'intérêt de ce patrimoine n'échappe évidemment pas à l'administration civile nazie, qui s'emploie immédiatement à le « mettre en sécurité », euphémisme camouflant un pillage pur et simple. L'ensemble des possessions confisquées est placé sous la gestion de l'organisme chargé de la gestion des biens des « ennemis du Reich » (*Überleitungsstelle für das volks- und reichsfeindliche Vermögen*), dirigé par le *Regierungsrat* Westrich. La question du patrimoine culturel est confiée plus particulièrement à la section 4, chargée des immeubles et du mobilier (*Immobilien und Hausrat*), à la tête de laquelle se trouve le *Rechtsanwalt* Cullmann. Ce dernier est assisté à partir de novembre 1940 d'un expert en histoire de l'art, Edmund Hausen, qui est par ailleurs depuis septembre 1940 le nouveau conservateur allemand du musée de Metz (2). Le rôle d'Edmund Hausen est notamment d'effectuer la sélection et l'inventaire de ce qui doit être « mis en sécurité ». Il s'agit bien sûr d'éviter les vols et les dégradations, mais aussi que les pièces ayant une certaine valeur historique ou artistique ne soient vendues aux enchères par la *Überleitungsstelle* à des privés et risquent ainsi de quitter la région.

(1) – Philippe WILMOUTH, *50 KILOS DE BAGAGES ET 2000 FRANCS. MÉMORIAL DES EXPULSÉS MOSELLANS EN 1940-1945*, A.S.C.O.M.E.M.O., Hagondange, 2003. Nous avons autorisé cet auteur à insérer dans son ouvrage un résumé de nos recherches.

(2) – Edmund Hausen (1897-1963) étudie à Heidelberg, Munich, Vienne et Francfort et se spécialise en architecture médiévale. En 1925, il devient conservateur du musée des Arts Décoratifs de Kaiserslautern. Il adhère au NSDAP en mai 1933 (n° 3 267 863). Nommé conservateur du musée de Metz en 1940, il reprend son poste à Kaiserslautern après la guerre, pour finalement prendre sa retraite en 1953 pour raison de santé.

Peu de temps auparavant, Edmund Hausen s'est déjà exercé à la spoliation en mettant sous séquestre en septembre 1940 les biens culturels ayant appartenu aux Juifs de Metz, sur ordre du maire nazi de la ville, Richard Imbt. Entré au service de la *Überleitungsstelle*, il se met immédiatement au travail, visitant en novembre 1940 une série de châteaux mosellans abandonnés par leurs propriétaires, notamment ceux de Pange, Sillegny, Charleville-sous-Bois, Vaux et Montigny-les-Metz.

Fig. 1 : le château de Pange (XVIII^e siècle), dont le mobilier est spolié dès 1940 (doc. DRAC Lorraine, CRMH, cliché Bernard Boutou).



LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES À LA SS

La vaste opération de spoliation entreprise par l'administration civile nazie attire rapidement l'attention de la SS. Le *Reichsfürer-SS* Heinrich Himmler est en effet également *Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums* (Commissaire du Reich pour le renforcement de la germanité). Le chef de la police et de la SS en Moselle (*Höhere SS- und Polizeiführer*), le *SS-Obergruppenführer* Berkelmann, est donc chargé des expulsions mais possède également une mission dans le cadre de la germanisation de la région. Or les éléments du patrimoine culturel, et tout particulièrement le mobilier traditionnel lorrain et les objets d'art populaire, sont alors considérés comme étant des témoins de la « culture germanique » de la Moselle annexée, et la SS estime donc que leur conservation lui revient de droit. Dans un de ces conflits de compétence typiques du système nazi, la SS demande alors, vers la fin de l'année 1940, le transfert à son profit de la gestion des biens culturels provenant des expulsés. Le 3 décembre 1940, le *SS-Hauptsturmführer* Komanns est envoyé en mission à Metz auprès du *SS-Obergruppenführer* Berkelmann, afin d'envisager la mise sur pied d'une structure adéquate. Des négociations avec l'administration civile sont aussitôt entreprises ; curieusement, il semble y avoir eu peu de résistance de la part du Gauleiter Bürckel, qui pourtant n'appréciait pas particulièrement Heinrich Himmler. Il faut cependant préciser que la SS accepte fort habilement de laisser au Gauleiter un droit de regard sur la nouvelle structure : a) il est prévu que la nomination du responsable se fasse obligatoirement en concertation avec le Gauleiter ; b) la SS accepte de conserver comme principe de base l'une des prescriptions imposées dès l'été 1940 par Bürckel, selon laquelle le patrimoine culturel spolié en Moselle ne doit en aucun cas quitter la région. Cette interdiction n'est cependant valable que pour les oeuvres d'origine purement régionale (*landschaftgebundene Kulturgüter*), les autres pouvant être vendues sous réserve de l'accord du Gauleiter ; c) enfin, la SS met à la disposition du nouvel organisme des moyens financiers et matériels importants (voir ci-dessous), ce qui permet à l'administration civile de faire de substantielles économies.

Ces concessions consenties par la SS ont dû considérablement faciliter les négociations, car celles-ci n'ont duré que quelques mois. Le 19 mars 1941, Heinrich Himmler signe l'ordre de création auprès du *Höhere SS- und Polizeiführer der Westmark* d'une cellule propre à la Lorraine annexée (*Zweigstelle Lothringen*) émanant de l'organisme SS qui s'occupe déjà de la spoliation des biens culturels dans une grande partie de l'Europe, le *Generaltreuhänder für die Sicherstellung der Kulturgüter* (Office central pour la mise en sécurité des biens culturels). Le *Generaltreuhänder* et sa *Zweigstelle Lothringen* sont placés sous l'autorité de l'*Ahnenerbe* (littéralement : « héritage des ancêtres »), institut scientifique SS regroupant de nombreuses sections travaillant sur les sujets les plus divers, allant de l'archéologie à la géophysique en passant par la botanique (3). Le directeur (*Reichsgeschäftsführer*) de l'*Ahnenerbe*, le *SS-Obersturmbannführer* Wolfram Sievers, se déplace d'ailleurs en personne à Metz en mai 1941, afin de nommer au poste de directeur de la *Zweigstelle Lothringen* le conservateur du musée de la ville, Edmund Hausen. Cette nomination est ratifiée le 2 juillet 1941 par le maire de Metz. Le choix d'Edmund Hausen semble avoir fait l'unanimité : il est membre du NSDAP et donc jugé comme « politiquement sûr », il est un expert reconnu en histoire de l'art et son travail au sein de la *Überleitungsstelle* fait qu'il maîtrise parfaitement le processus des spoliations. Mieux encore, il est fonctionnaire de l'administration civile, ce qui garantit au Gauleiter le fait de conserver un certain contrôle sur la nouvelle structure. Un officier SS, l'*Obersturmführer* Alfred Kraut (4), effectue le suivi des dossiers mosellans au niveau du bureau central du *Generaltreuhänder* à Berlin et assure la liaison avec Edmund Hausen.

Il faut cependant noter que la création de la *Zweigstelle Lothringen* ne signifie pas que la *Überleitungsstelle* ne s'occupe plus de la gestion du patrimoine culturel spolié. Si la première prend en charge la partie inventaire et « mise en sécurité », la seconde continue en effet de s'occuper de l'aspect financier, en assurant notamment la vente des œuvres devant être acquises par les musées régionaux. Le Reich semble en effet avoir été peu désireux de céder celles-ci gratuitement !

(3) – Michael KATER, *DAS AHNENERBE DER SS*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1974. L'*Ahnenerbe* a notamment réalisé d'abominables expériences « scientifiques » sur des cobayes humains dans les camps de concentration.
 (4) – Alfred Kraut (né en 1900), originaire des Sudètes, devient membre du NSDAP en 1938 (n° 6 428 060) et entre dans la SS en 1940 (n° 358 258), atteignant le grade d'*Hauptsturmführer* en avril 1943. Affecté au *SS-Ahnenerbe*, il supervise la spoliation des biens culturels en Pologne, en Russie et en Moselle annexée au sein du bureau central du *Generaltreuhänder für die Sicherstellung der Kulturgüter*.

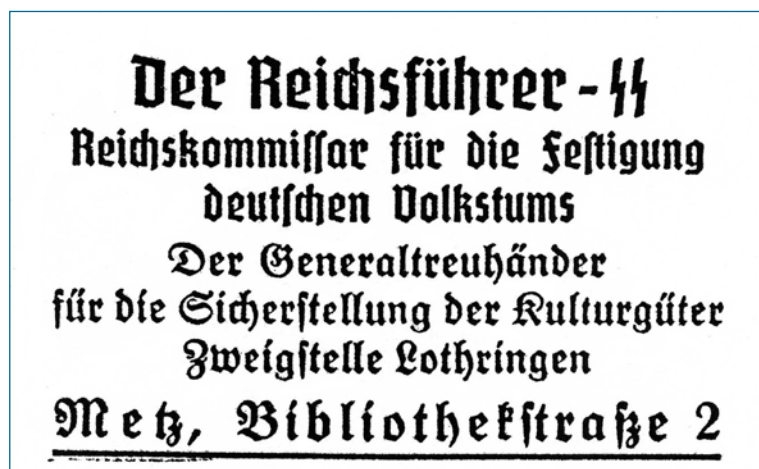


Fig. 2 : en-tête de lettre du *GENERALTREUHÄNDER* (doc. *BUNDESARCHIV*).

ORGANISATION ET MOYENS DE LA ZWEIGSTELLE LOTHRINGEN

Les bureaux du *Generaltruhänder für die Sicherstellung der Kulturgüter - Zweigstelle Lothringen* sont installés dans les locaux du musée de Metz, au n° 2 de la *Bibliothekstrasse* (actuelle rue du Haut Poirier). Les moyens financiers nécessaires au fonctionnement sont fournis par la SS, ils sont estimés à l'origine entre 3 et 4000 Reichsmarks par mois. La SS met également à disposition un camion pour le transport du mobilier spolié. Ce véhicule, qui appartient aux services du *SS-Obergruppenführer* Berkemann, est prêté à la *Zweigstelle Lothringen* pour une durée de 3 à 4 jours par semaine. Au départ, une dotation mensuelle de 600 litres de carburant est prévue, mais jusqu'en octobre 1941 seuls 100 litres mensuels sont réellement perçus, l'essence étant à ce moment de plus en plus sévèrement rationnée. L'abondance même des biens culturels spoliés pose cependant un gros problème à l'administration allemande, car il est bien entendu impossible de les rassembler en un même lieu, faute de place et de moyens de transport. Un premier dépôt (*Kulturlager*) est créé à Metz dès novembre 1940 par la *Überleitungsstelle*, dans les locaux du Musée faisant partie de l'ancien couvent des Trinitaires. D'autres dépôts sont ensuite créés, notamment à Thionville (*Diedenhofen*) et à Hagondange (*Hagendingen*). Comme il n'est pas possible de tout transférer dans l'un ou l'autre de ces dépôts, Edmund Hausen demande en avril 1942 au Gauleiter Bürckel que soient adressées des instructions aux maires, afin que ceux-ci assurent la sécurité du patrimoine culturel spolié dans leur commune. Il souhaite notamment que les objets mobiliers soient regroupés dans les locaux de la mairie ou dans une maison vidée de ses occupants.

Edmund Hausen dispose pour l'assister d'un personnel fourni en grande partie par la SS, notamment un juriste chargé de la réalisation l'inventaire, le *Rechtsanwalt* Josef Schloesser - remplacé en décembre 1941 par le *SS-Untersturmführer* Johann Löhhausen (5) - et un expert en histoire de l'art, le *Taxator* (commissaire-priseur) Wilhelm Löh. Ce dernier est initialement chargé de réaliser l'inventaire en collaboration avec le *Rechtsanwalt* Josef Schloesser, recruté comme lui en juillet 1941. Il doit également effectuer la surveillance des ventes aux enchères de la *Überleitungsstelle*. Enfin, il lui revient d'établir l'estimation financière (*Taxe*) de chaque objet. La tâche à accomplir étant énorme, le personnel du Musée de Metz est également mis à contribution. C'est ainsi que le Lorrain Roger Flucklinger, recruté par le musée en avril 1941, travaille notamment à la « mise en sécurité » du patrimoine mobilier mosellan en collaboration avec le *SS-Untersturmführer* Löhhausen (6).

(5) – Johann Löhhausen (né en 1906) entre dans la SS en 1933 (n° 186 486) et devient membre du NSDAP en 1937 (n° 4 690 980). Affecté au *SS-Ahnenerbe*, il s'occupe d'abord de fouilles archéologiques, puis il est chargé de spolier les biens culturels en Pologne, en Russie et en Moselle annexée pour le compte du *Generaltruhänder für die Sicherstellung der Kulturgüter*.

(6) – Pour une raison encore inconnue, Roger Flucklinger sera déporté début novembre 1944 au camp de concentration de Dachau sous le matricule 133 700.

(7) – Hermann Keuth (1888-1974) devient directeur du musée de Sarrebrück en 1927. En 1935, il est nommé à la direction des musées de la Sarre, puis à celle de l'ensemble des services patrimoniaux en tant que *Landeskonservator* en 1938. Il adhère au NSDAP en 1933 et devient également membre bienfaiteur de la SS (*Fördernder Mitglied der SS*). De 1940 à 1944, il dirige le *Landesdenkmalamt* de Moselle annexée.

(8) – Wolfgang FREUND, *VOLK, REICH UND WESTGRENZE. DEUTSCHTUMWISSENSCHAFTEN UND POLITIK IN DER PFALZ, IM SAARLAND UND IM ANNEKTIERTEN LOTHRINGEN 1925-1945*, Saarbrücken, Kommission für Saarlandische Landesgeschichte und Volksforschung e. V., 2006.

En ce qui concerne le patrimoine immobilier, le *Generaltreuhänder für die Sicherstellung der Kulturgüter - Zweigstelle Lothringen* travaille en collaboration avec le *Landesdenkmalamt Metz - Abteilung Denkmalpflege*, organisme de l'administration civile chargé de la conservations des bâtiments présentant un intérêt historique, artistique ou architectural, dirigé par le sarrois Hermann Keuth (7). La spoliation des livres, par contre, ne semble pas être du ressort direct de la *Zweigstelle Lothringen* car elle est sous la responsabilité du *Docktor* Albert Reker, directeur de la bibliothèque de la ville de Metz et de son successeur Hans Wegener. Ce sont au total 800 000 volumes qui seront ainsi mis sous séquestre, destinés notamment au projet de création d'une gigantesque « bibliothèque de l'espace occidental » (*Westraumbibliothek*) (8).

Fig. 3 : les spoliateurs



a) le SS-OBERGRUPPENFÜHRER Berkelmann, chef de la police et de la SS en Moselle



b) le SS-OBERSTURMFÜHRER Alfred Kraut, responsable du GENERALTRUHANDER à Berlin



c) le SS-UNTERSTURMFÜHRER Johann Löhausen, chargé de l'inventaire



d) Edmund Hausen, conservateur du musée de Metz et responsable du GENERALTRUHANDER pour la Moselle (doc. BUNDESARCHIV).

(9) – Malheureusement, il a été impossible jusqu'ici de localiser les listes détaillées de mobilier spolié, dont on ne possède la trace que de manière indirecte à travers d'autres documents qui mentionnent certains numéros d'inventaire.

(10) – Voir note 8.

(11) – Anja Heuss, *KUNST- UND KULTURGUTRAUB - EINE VERGLEICHENDE STUDIE DER BESATZUNGSPOLITIK DER NATIONALSOZIALISTEN IN FRANKREICH UND DER SOWJETUNION*, Heidelberg, Universitätsverlag C, Winter, 2000. La somme de 3,5 millions de Reichsmarks de 1942 correspond à peu près à 35 millions d'euros actuels si l'on retient les critères de l'historien allemand Götz Aly (voir note 14).

(12) – Le *SS-Bodenamt* dépend du *Reichskommissariat für die Festigung deutschen Volkstums* et s'occupe des biens fonciers spoliés.

BILAN DE L'ACTIVITÉ DU GENERALTREUHÄNDER

Le *Generaltreuhänder für die Sicherstellung der Kulturgüter - Zweigstelle Lothringen* commence effectivement son action en juillet 1941, reprenant le travail exercé auparavant par la *Überleitungsstelle für das volks- und reichsfeindliche Vermögen*, inventoriant le patrimoine spolié et surveillant les ventes aux enchères de biens des « ennemis du Reich », afin qu'aucun bien culturel ne disparaisse en des mains privées. En décembre 1941, un premier bilan est dressé, qui permet de se rendre compte de l'ampleur du travail déjà réalisé. Ce bilan prend cependant bien évidemment en compte les travaux réalisés par Edmund Hausen au sein de la *Überleitungsstelle* à partir de novembre 1940. En un peu plus d'un an, 36 châteaux et 57 villes et villages ont été visités, parmi lesquels 23 châteaux et 39 villes et villages ont fait l'objet d'un inventaire détaillé. Pour les autres, l'achèvement de l'inventaire est programmé à l'été 1942, ce qui semble avoir été effectivement le cas. À la fin de 1941, le registre comporte déjà 2058 entrées, mais ce total représente un bien plus grand nombre d'objets encore, puisque des séries entières de pièces de collection (armes, faïences) ont été regroupées sous un même numéro. Des documents des années 1943-1944 montrent que des centaines d'autres entrées sont venues enrichir par la suite cette première liste (9).

Les objets spoliés sont de nature très diverse. Figurent bien entendu en premier lieu le mobilier traditionnel lorrain des XVII^e-XIX^e siècles, en quantité considérable : pas moins de 1800 armoires et 220 vaisseillers (10), mais également des coffres, des tables et des horloges en grand nombre. On y trouve également beaucoup de faïences des ateliers de l'Est (Les Islettes, Niederviller, Strasbourg...) et diverses pièces en cuivre ou en étain de la même époque, dont de nombreuses bassinoires. Il vient s'y ajouter une foule d'autres objets : vases d'ornement, tapis d'Orient, tapisseries, armes anciennes, pendules... Les biens des expulsés livrent également une certaine quantité d'œuvres d'art dues à des peintres ou dessinateurs lorrains de renom comme Migette, Rolland, Maréchal ou Lanfant de Metz, ou bien à d'autres célèbres artistes français ou étrangers. Un rapport de juillet 1942 cite notamment la découverte d'œuvres de Rubens, Fragonard, Géricault, Gonzales Coques, Netzcher, Servandoni, Honthorst, Lievens, Maes, Doré, Morgenstern et Urlaub. Le même rapport mentionne plusieurs statues médiévales, parmi lesquelles deux madones du XV^e siècle. Même si les attributions à certains artistes célèbres ont été faites un peu rapidement suivant l'usage de l'époque et peuvent être contestables, il n'en reste pas moins que l'ensemble possède une valeur financière extrêmement importante, évaluée à 1,5 million de Reichsmarks le 9 septembre 1941, à 2,5 millions de Reichsmarks le 5 mars 1942 et à 3,5 millions de Reichsmarks à l'été 1942, lorsque le travail d'inventaire touche à sa fin (11).

L'UTILISATION DES BIENS SPOLIÉS

Suivant leur nature, les objets et le mobilier spoliés sont destinés à diverses utilisations.

- Les éléments les plus précieux sont destinés à venir enrichir les collections des musées locaux et plus particulièrement le projet de musée d'art populaire lorrain (*Volkskundemuseum*) qu'il est alors prévu d'installer dans la maison Rabelais à Metz, dans le but avoué de créer une vitrine de la culture germanique face à la France, en surpassant en quantité comme en qualité le célèbre Musée Lorrain de Nancy.
- Les meubles et objets ne pouvant pas trouver place dans les musées sont prêtés à l'administration civile locale. Au départ, les prêts sont envisagés surtout pour les institutions importantes du point de vue de la politique culturelle, comme le Conservatoire de musique et le Théâtre de Metz, le service des monuments historiques et de l'archéologie (*Landesdenkmalamt Metz*) ou bien l'institut chargé des études ethnologiques en Lorraine (*Lothringisches Institut für Landes- und Volksforschung*). Mais les prêts vont bientôt concerner également le parti nazi ainsi que la Wehrmacht ; pour finir, quelques personnages privilégiés au sein de la hiérarchie nazie se voient prêter des ensembles de mobilier parfois importants. Parmi ceux-ci figure au premier rang le Gauleiter Bürckel, qui meuble ainsi sa résidence secondaire près de Sarrebourg. Mais on remarque également au nombre des bénéficiaires un certain Spieser, du *SS-Bodenamt* (12), travaillant en liaison avec Edmund Hausen et donc fort bien placé, ainsi qu'un architecte et un médecin bénéficiant sans doute d'importantes relations ... Ces prêts à des particuliers sont d'ailleurs en contradiction totale avec le but initial de la *Zweigstelle Lothringen*, car ils peuvent donner lieu à de nombreux détournements qu'il est très difficile de contrôler. Dans certains cas, il arrive d'ailleurs que les objets s'éloignent considérablement de la Moselle, rendant leur retour assez hypothétique. C'est ainsi qu'un officier supérieur de la Wehrmacht, le général Schroth, obtient le transfert à Wiesbaden d'un important lot de meubles anciens, dont pas moins de sept armoires lorraines !
- Les éléments de mobilier lorrain les moins importants du point de vue patrimonial et culturel pourront être mis à la disposition des colons (*Siedler*) ayant pris la place des expulsés. Outre le fait que ces colons ont besoin de meubler leur nouveau logement, cette curieuse opération a sans doute pour but de leur constituer un pseudo-patrimoine « germanique », dont la SS devait penser qu'il contribuerait à les enraciner plus facilement dans leur nouvelle patrie.
- Enfin, ce qui n'aura pas été utilisé de ces diverses manières pourra être vendu, mais seulement après un examen détaillé de chaque pièce, permettant de s'assurer qu'elle ne présente pas d'intérêt historique ou culturel particulier.



a)



b)



c)



d)

Fig. 4 : objets mobiliers spoliés en Moselle par le GENERALTREUHÄNDER

a) armoire lorraine (remarquer le motif de swastika sur le montant central)

b) vaisselier

c) bassinoire

d) statue religieuse (archives du GENERALTREUHÄNDER, doc. DRAC Lorraine)

VOLER LE VOLEUR

Il est évident que la masse d'objets de valeur abandonnés sur place par les expulsés a très vite attiré les convoitises. Malgré les menaces des autorités nazies, malgré les scellés officiels apposés sur les portes, de nombreux larcins vont intervenir dans les habitations désertées si bien que le 24 janvier 1941, le Gauleiter Bürckel est obligé de prendre une ordonnance concernant la protection des biens spoliés, tant contre les cambriolages que contre les détournements qui pourraient être commis par les administrateurs fiduciaires (*Treuhänder*) ou les régisseurs (*kommissarischer Verwalter*) qui ont la charge de la gestion de ces biens. L'afflux de pillards et de trafiquants venus d'Allemagne oblige d'ailleurs Bürckel à prendre en même temps une autre ordonnance rétablissant la nécessité d'un passeport (*Passierschein*) pour entrer ou sortir de Moselle.

Mais les voleurs ne viennent cependant pas toujours de l'extérieur : le 18 juin 1943, Edmund Hausen écrit ainsi au *SS-Hauptsturmführer* Kraut pour lui signaler que le *Taxator* Löh a acheté des meubles par l'intermédiaire d'une tierce personne (vraisemblablement dans une vente aux enchères) et les a fait expédier chez lui à Breslau. On ignore la nature de ces meubles mais il s'agit sans doute de pièces anciennes de valeur, puisque E. Hausen envoie immédiatement deux personnes à Breslau avec pour mission de contrôler le magasin appartenant à Löh (qui, rappelons-le, était aussi marchand d'objets d'art) et de faire rapatrier les meubles à Metz. Il demande également à Kraut de venir sur place dès que possible, afin de clarifier l'affaire. Curieusement, celle-ci ne semble pas avoir eu de suites graves, puisque le *Taxator* Löh continue à travailler pour la *Zweigstelle Lothringen* jusqu'en 1944. Peut-être le scandale a-t-il été étouffé ? Wilhelm Löh était en effet au mieux avec le *SS-Hauptsturmführer* Alfred Kraut auquel il avait procuré des tapis destinés à un collaborateur de l'*Ahnenerbe*, le professeur Petersen.

Les vols et détournements divers ne seront pas commis que par de simples particuliers. La très importante collection militaire du capitaine Trévelot, qui commandait à Metz avant la guerre le 4^e escadron du 30^e régiment de dragons, est ainsi « mise en sécurité » jusqu'à ce qu'il soit nécessaire de libérer la maison de l'officier français pour un nouvel occupant. Faute de place, Edmund Hausen obtient alors de la Wehrmacht l'autorisation d'entreposer les objets dans les locaux de l'arsenal de Metz, mais bien mal lui en prend : l'autorité militaire, semblant considérer que ce lot d'armes et d'uniformes est une prise de guerre comme une autre, expédie en effet le tout vers son arsenal de Berlin-Tempelhof en janvier 1942, ce qui provoque bien entendu les vives protestations d'Hausen, y compris auprès de la chancellerie du Reich. Revenue à Metz quelques mois plus tard, la collection Trévelot intègre alors les collections du *Festungsmuseum*, musée des fortifications appartenant à la Wehrmacht, malgré le fait qu'Edmund Hausen continue à contester les droits de propriété de cette dernière (13). Cette affaire illustre bien les résultats de certaines recherches récentes sur le rôle de l'armée allemande dans le processus des spoliations, qui semble bien plus étendu que l'on pouvait le penser initialement (14).

LA FIN DE LA ZWEIGSTELLE LOTHRINGEN

L'achèvement de l'inventaire des principaux biens culturels spoliés étant achevé comme prévu à l'été 1942, la mission du *Generaltreuhänder* en Lorraine est alors en grande partie remplie. Anja Heuss en conclut à un arrêt pur et simple de l'activité de la *Zweigstelle Lothringen* à la date du 30/06/1942 (15). La réalité est en fait beaucoup plus complexe et témoigne des luttes internes que l'on peut observer d'une manière générale dans le système nazi. Au début du mois de juillet 1942, le *SS-Untersturmführer* Johann Löhausen quitte la *Zweigstelle Lothringen*, tandis que le *Taxator* Löh devient salarié de l'administration civile (*Überleitungsstelle für das volks- und reichsfeindliche Vermögen*). Mais la *Zweigstelle Lothringen* continue cependant d'exister : le *Taxator* Löh travaille toujours pour elle jusqu'en 1944, ainsi qu'Edmund Hausen au moins jusqu'à l'été 1943. En juin 1943, l'administration civile essaye d'absorber la *Zweigstelle Lothringen*, mais elle se heurte aux protestations indignées du *SS-Obergruppenführer* Berkelmann. Au début de 1944, la *Zweigstelle Lothringen* existe donc toujours, mais Edmund Hausen n'en est plus officiellement le directeur et se limite, semble-t-il, à faire son propre intérim. Ayant échoué dans sa tentative d'absorber la *Zweigstelle Lothringen*, l'administration civile décide de lui « couper les vivres », et suspend le salaire de Löh au 31 mars 1944. Pire encore, l'état-major de Himmler demande en même temps à Berkelmann de mettre un terme aux avances financières servant à payer les trois autres membres de la *Zweigstelle Lothringen*, à savoir la secrétaire Gustel Kessler et les gardiens de *Kulturlager* Mogenot et Chateleine. Cette situation s'explique par le fait que l'argent ne provient plus comme auparavant de la caisse centrale de la SS, mais qu'il est en fait fourni à la SS par l'administration civile et que ces crédits semblent également coupés. Afin de résoudre cette situation, l'état-major d'Heinrich Himmler décide que ce sera désormais à l'*Ahnenerbe* de financer l'opération, comme c'était le cas à l'origine. Cette situation n'est pas propre au secteur des biens culturels, puisque Edmund Hausen signale, le 19 mai 1944, que le *SS-Bodenamt* de Metz connaît une situation analogue.

- (13) – Jean-Pierre LEGENDRE : « Un musée nazi en Lorraine annexée : le *Festungsmuseum* de Metz (1943-1944) » dans André GOB (dir.), *DES MUSÉES AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON*, Paris, Armand Collin, 2007, p. 238-274.
- (14) – Götz ALY, *HITLERS VOLKSSTAAT, RAUB, RASSENKRIEG UND NATIONALER SOZIALISMUS*, Francfort, S. Fischer Verlag, 2005.
- (15) – Voir note 11.
- (16) – Archives des Musées de Metz : rapports d'activité des musées rédigés par Edmund Hausen ; fichier «S» (*Sicherstellung* / Séquestre) ; photographies de mobilier spolié (boîtes 218 à 220, 229, 274 à 280). Archives municipales de Metz : dossiers 2Z7a (mobilier confisqué 1943-1944) ; 2Z7b (acquisitions en provenance du séquestre, 1942-1943) ; 2Z7c (transports de mobiliers et mesures de sécurité après août 1944) ; 2Z31 (protection des biens culturels contre les attaques aériennes / création d'un bureau pour le ramassage et la mise à l'abri des biens culturels à Metz) ; 2Z34 (liste d'ameublement et de décoration de châteaux lorrains -1940). *Bundesarchiv* Berlin-Lichterfelde : *Ahnenerbe* G 120 (dossier Edmund Hausen) ; *Ahnenerbe* G 125 et *RuSHA* RS D 254 (dossiers Alfred Kraut) ; *Ahnenerbe* G 126 et *Partei*korrespondenz PK H 184 (dossiers Wilhelm Löh) ; *Ahnenerbe* B 0269 et *RuSHA* RS D 5133 (dossiers Johann Löhausen) ; *Ahnenerbe* NS 21/58, NS 21/98 et NS 21/814 (courriers divers).
- (17) – Viktor CARL, *LEXIKON PFÄLZER PERSÖNLICHKEITEN*, Endekoben, Henning Verlag, 1998 ; Karl-Friedrich GEISLER, Jürgen MULLER, Roland PAUL, *DAS GROSSE PFÄLZBUCH*, Landau, Pfälzische Verlagsanstalt, 1995.
- (18) – Wilhelm WEBER, « Vom Gewerbemuseum zur Pfalzgalerie », *PFÄLZGALERIE DES BEZIRKVERBANDS, KATALOG DER GEMÄLDE UND PLASTIKEN DES 19. UND 20. JAHRHUNDERTS*, Kaiserslautern, 1975.

La libération de Metz en novembre 1944 vient mettre un terme aux activités de la *Zweigstelle Lothringen*. Edmund Hausen reste sur place jusqu'au 8 novembre, s'efforçant d'évacuer ou de mettre en sécurité sur place les diverses collections dont il a la charge. Il se replie ensuite à Kaiserslautern et écrit le 1^{er} février 1945 au *SS-Hauptsturmführer* Kraut à Berlin pour lui signaler la dissolution de facto de la *Zweigstelle Lothringen*. Par la suite, les autorités françaises vont devoir assumer la mission extrêmement ardue consistant à restituer les objets mis sous séquestre à leurs propriétaires légitimes ; cette tâche sera dévolue à l'Office des Biens et Intérêts Privés (OBIP). Puis, comme tout ce qui concerne cette période en Moselle, un voile pudique sera jeté cette question et l'oubli fera son œuvre. Seuls quelques documents d'archives très dispersés, qui ont servi de base à la présente étude, garderont le témoignage de cette page noire de l'histoire de notre région (16). Edmund Hausen, bien que membre du NSDAP depuis 1933 et ayant assuré un rôle important au sein d'un organisme SS, a pu retrouver son poste d'avant-guerre et finir paisiblement sa carrière. Aucune de ses biographies officielles récentes (17) ne mentionne bien entendu son rôle au service des spoliations nazies en Lorraine, le catalogue du musée de Kaiserslautern (18) allant même jusqu'à le présenter comme une victime du nazisme, ce qui paraît pour le moins paradoxal.